



LE BUREAU  
DES QUESTIONS  
EXISTENTIELLES

LE PONT-CANAL  
DES HERBETTES  
*est-il suffisamment solide ?*

**TROMBES.** À Toulouse, il est possible de rouler sous le Canal du Midi. Au niveau de l'échangeur de Montaudran, le pont-canal des Herbettes enjambe en effet la rocade, transportant 4 500 mètres cubes d'eau. Un "ouvrage sensible" des Voies navigables de France, placé sous haute surveillance.

À u début des années 1980, lorsqu'ils ont tracé les contours de la troisième section du périphérique Sud entre Jules-Julien et le Palays, les ingénieurs de la Direction départementale de l'équipement (DDE) se sont demandés comment traverser le Canal du Midi, qui coule aux Herbettes dans le quartier Rangueil en direction de Castanet. « Faire passer la rocade au-dessus aurait nécessité la construction d'immenses rampes d'accès. La solution proposée par les ingénieurs était beaucoup plus simple », répond Jacques Noisette, responsable de la communication de Voies navigables de France (VNF). Il a donc été décidé de réaliser un pont inversé, accueillant l'eau et surplombant la route, qui avait en outre l'avantage de laisser cette portion de rocade semi-enterrée, afin d'en limiter les nuisances sonores. Et puisqu'on ne voulait pas interrompre trop longtemps le service de la navigation, le choix s'est porté sur un ouvrage préfabriqué en usine et facile à installer : un pont-canal métallique.

« C'est ainsi que l'on fit venir par convoi exceptionnel, depuis les établissements J. Richard Ducros à Alès, dans le Gard, douze tronçons en acier », indiquent les Archives municipales. Soudés sur place, posés en les faisant glisser à l'horizontale, puis renforcés par 14 ceintures transversales, ils peuvent supporter une charge de 2 700 tonnes. Pour assurer une sécurité maximale, VNF a fait installer des clapets capables de stopper l'écoulement du canal en amont et en aval de cet ouvrage de plus de 55 mètres. Aux flans du tablier, des capteurs donnent l'alerte en cas de vibration anormale de la structure ou si le niveau du plan d'eau monte trop haut : « Il y a deux ou trois ans, au printemps, alors qu'un violent orage s'abattait sur la région toulousaine, l'ouvrage s'est automatiquement mis en sécurité en quelques minutes. Heureusement, le système ne s'est jamais déclenché pour des raisons plus graves... », se réjouit Jacques Noisette.



Le spécialiste des voies navigables imagine le pire des scénarios, celui où le pont-canal venait à se rompre. Puisqu'il se situe entre deux écluses distantes de 12 kilomètres l'une de l'autre, ce sont 480 000 mètres cubes d'eau qui pourraient alors se déverser dans la rocade. C'est pourquoi sont régulièrement menés des contrôles de l'étanchéité et de l'anticorrosion de l'immense cuve ou du bon fonctionnement des capteurs. « Le pont-canal des Herbettes n'a jamais fait débat, ni sur son utilité ni sur ses matériaux. En 1996, lors de l'inscription à son patrimoine mondial, l'Unesco l'a envisagé dans toute sa modernité, preuve de la formidable adaptation du Canal du Midi au fil des siècles », conclut Jacques Noisette.

Philippe Salvador ✍

LE JOURNAL TOULOUSAIN



MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Grand angle p.9  
LA MÉTROPOLE  
CONFIERA BIEN  
SON EAU  
À SUEZ ET À VEOLIA

Politique p.11  
GILETS JAUNES :  
LE PS APPELLE  
À UNE RÉPONSE  
POLITIQUE URGENTE

# Quand le Père Noël BOUDE AMAZON

L'hebdo qui va de l'avent



© Hélène Ressayres / JT

JEUDI 20 > 26 DÉCEMBRE 2018 · N° 819



Pas de parution le 27 décembre 2018

R 29141 - 0819 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE DE MÉNINGES...

*qu'il faut se creuser*

est édité par Scoparl News-Médias 3.1  
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse  
Tél : 09.83.27.51.09  
redaction@lejournaltoulouse.fr  
Registre du commerce :  
RCSB 803 281 880  
N° Commission Paritaire:  
1123 C 83361  
ISSN : 2425.1151  
Dépôt légal à parution  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Rémi Demersseman  
RÉDACTEUR EN CHEF :  
Séverine Sarrat  
redaction@lejournaltoulouse.fr  
RÉDACTION :  
Philippe Salvador, Nicolas Mathé, Nicolas Be-  
laubre, Séverine Sarrat, Paul Périé et Maylis  
Jean-Préau.  
CHEF DE PROJET WEB :  
Fabien Pomiès  
CORRECTION :  
Thomas Gourdin  
PHOTOGRAPHES :  
Franck Alix et Hélène Ressayres  
MAQUETTE :  
Séverine Sarrat  
IDENTITÉ VISUELLE :  
www.cathycombarnous.fr  
ANNONCES LÉGALES :  
Tél. : 09.83.27.51.41  
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr  
Le Journal Toulousain est habilité  
à publier les annonces légales  
et judiciaires en Haute Garonne  
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.  
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros  
et le contenu numérique.  
SERVICE COMMERCIAL  
(annonces légales et parutions publicitaires) :  
Véronique Lapeyre et Xavier Pamphile  
Tél : 09.83.27.51.41  
veronique.lapeyre@lejournaltoulouse.fr  
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)  
Pol. Ind. Casa Nova  
Carrer Pla de l'Estany s/n  
17181 Aiguaviva (Girona)  
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Avant, chaque année, c'était la même chose. Je procrastinais. Je faisais comme si Noël était encore loin et je me réveillais, à quelques jours de la date fatidique, avec une boule au ventre. Paniqué de devoir passer une journée entière dans la chaleur de magasins bondés, avec leurs effluves agressives de parfums et leurs employés inabordables. Paniqué aussi, craignant de ne pas parvenir à trouver de présents originaux, sensés, qui touchent. Finalement, de ne pas faire tant plaisir que cela à ceux qui m'entourent.

Cette année, les choses ont changé. D'abord, cela fait plusieurs mois que je note consciencieusement des idées de cadeaux qui correspondent vraiment à la personnalité de mes proches. Surtout, j'ai pris la résolution de n'offrir que ce que j'aimerais recevoir. Pour pimenter l'exercice, je me suis borné à acheter durable et local (Français en l'occurrence), en m'interdisant toute commande sur Internet. Et, afin de ne pas dépasser un budget très limité, j'ai fabriqué moi-même des jouets en bois pour mes filles. Contrairement à ce que certains s'imaginent, ce Noël sera sans doute l'un des plus beaux de ma vie, tant j'aurai pris de plaisir à offrir. Sans grand magasin et, j'en suis sûr, avec la joie de mes proches.



Alexandre, 36 ans, chaudronnier à Labège



**BULLETIN D'ABONNEMENT JOURNAL TOULOUSAIN**

**ABONNEMENT 6 MOIS / 26 €** : édition papier + web sur internet  
**ABONNEMENT 1 AN / 48 €** : édition papier + web sur internet

6 MOIS  1 AN

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Mail \_\_\_\_\_

**Règlement :**

- Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain
- Par carte bancaire (nous contacter au 09 83 27 51 09)
- Par virement : Titulaire : NEWS-MEDIA 31

Domiciliation : CREDITCOOP TOULOUSE  
IBAN : FR76 42 55 9100 0008 0104 6683 177  
Code BIC : CCOPFRPPXXX - Code Banque : 42559  
Code guichet : 10000 - N° Compte : 0801466831 - Clé 77

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à l'ordre de :

Le Journal Toulousain  
32, rue Riquet - 31 000 Toulouse



Signature obligatoire

### 3 COMPRENDRE

**HO HO HO.** Ce n'est pas parce qu'on est adepte de la course in extremis aux cadeaux que l'on ne peut pas éviter le consumérisme de Noël. Pour ceux à qui les folles sommes dépensées durant la période ou les interminables rayons de jouets fabriqués à l'autre bout du monde donnent le tournis, le JT s'est mis en tête de dresser un catalogue alternatif. Locaux, durables, faits maison ou solidaires... C'est cadeau !



**Jt**

# QUAND LE *boude*

**U**ne fête synonyme d'abondance et de profusion dans une société où les ressources se raréfient... S'il n'est pas question de renier Noël, les pratiques qui s'y réfèrent sont largement remises en question. En particulier les cadeaux, premier poste de dépense sur les quelque 70 milliards d'euros générés chaque année durant la période en France. Chacun d'entre nous en offre en moyenne une bonne dizaine, que leurs destinataires aient été sages ou non. Cela devient souvent une tâche laborieuse, qui aboutit de surcroît à des millions de colis - commandés sur des plateformes Internet qui excellent dans l'optimisation fiscale - traversant la France de part en part.

*« Un cycle infini de dettes qui créent de l'interdépendance »*

Une dépense d'énergie colossale dont le bien-fondé est de plus en plus contesté. D'autant que 35 % des Français déclarent avoir déjà reçu un cadeau indésirable. « On note un désenchantement à l'égard des courses de Noël, qui sont vécues comme un passage obligé de la consommation. Les gens ont de moins en moins envie de céder à des injonctions », constate Agnès Crozet, responsable du développement au sein de l'Observatoire société et consommation. Dans un contexte où l'on possède déjà beaucoup de biens, la quête d'un présent original est

forcément génératrice de stress. « Même si le matériel reste prédominant, on remarque l'émergence de cadeaux immatériels comme un dîner au restaurant, un voyage ou encore un concert », poursuit la sociologue. De même, de nouvelles tendances apparaissent, motivées autant par des raisons éthiques qu'économiques. Le tirage au sort, par exemple, est en train de se populariser au sein des foyers, le hasard se chargeant de décider à qui chaque membre de la famille offrira un unique cadeau. D'autres choisissent de ne plus gâter que les enfants. « Ces pratiques ne peuvent fonctionner que si elles reposent sur un consensus total, car il n'est pas si facile de sortir de l'hyperconsom-



# PÈRE NOËL Amazon

mation », analyse Sophie Chevalier, anthropologue et coéditrice de l'ouvrage "Les cadeaux, à quel prix ?" Selon cette dernière, bien plus que de simples échanges de biens, les cadeaux matérialisent les relations sociales. « En anthropologie, on les appelle des dons. Ils répondent à trois règles : donner, recevoir, rendre. Soit un cycle infini de dettes qui créent de l'interdépendance entre les individus », détaille Sophie Chevalier.

L'acte d'offrir n'est donc pas si libre et gratuit. Il peut même induire des rapports de pouvoir. « Nous évaluons ce que nous recevons au prix ou à l'investissement personnel fourni par celui qui offre », poursuit l'anthropologue. Si de plus en plus de Français tentent d'échapper à la

marchandisation de ces échanges, Sophie Chevalier estime que, dans la mesure où les cadeaux, quelle que soit leur forme, reflètent la nature de la relation entre deux personnes, ils ont de fait un sens. « L'évolution des pratiques du don correspond à celle de la société. La consommation est fortement remise en cause, mais elle reste une sorte d'intégration sociale. Ce n'est pas un hasard si, pour Noël, nous épargnons nos enfants des processus qui visent à en sortir. »

« Un désenchantement à l'égard des courses de Noël »

Nicolas Mathé ✍

## NOËL, PÉRIODE DE SURCONSOMMATION

Les cadeaux, premier poste de dépense des foyers



340 €  
Budget cadeaux



571 €  
Budget total



11,3

C'est le nombre moyen de cadeaux qu'achètent les Français à Noël

61 millions de jouets vendus en France

8,4 par enfant



7% sont fabriqués en France

Le bilan carbone de Noël

650 kg de CO<sup>2</sup> par personne (soit environ 4 000 km en voiture)



Nourriture, trajets et lumières



Cadeaux

## DU BOIS dont on fait les cadeaux

**ÂGE TENDRE.** Par essence, les jouets en bois sont durables et chargés en émotions. Bien qu'ils ne représentent que 2 à 3 % d'un marché dominé par les matières plastiques, ils sont de plus en plus nombreux sous le sapin. À Toulouse, le magasin Mercurius en regorge...

**Jt**



À l'approche de Noël, le magasin de jouets de la rue Ozenne ne désemplit pas. Ici, chez Mercurius, cela sent bon le bois. Il est partout, des cerceaux aux jeux de construction, des petites voitures aux poussettes de poupées, des circuits à billes aux échasses. Une cliente se dirige vers le rayon des instruments de musique. Les harpes et lyres sont en érables, les tambourins en pin... Son oreille s'arrête sur le son clair et harmonieux d'un carillon diatonique, poli à la cire d'abeille : « C'est pour ma fille de 3 ans », indique cette peintre aquarelliste de métier, poursuivant : « Je préfère évidemment le travail à la main. Et là, je sais que c'est un artisan qui a fabriqué cet objet. S'il venait de Chine, il serait bien sûr en plastique, fragile, certainement pas accordé, et sa sonorité ne serait pas aussi belle. » Emballée, elle achète finalement plusieurs carillons, plus ou moins grands, d'environ 25 à 50 euros chacun.

Derrière sa caisse enregistreuse, Virginie Ba, responsable du lieu et intarissable sur le sujet, lui explique pourquoi cette matière naturelle est parfaitement adaptée aux plus jeunes : « C'est une affaire de sens. Le toucher, le poids, l'odeur... Tout cela va énormément compter pour l'enfant. Car il ressent encore les choses de manière instinctive, il n'est pas dans l'intellect comme les adultes. C'est pourquoi il trouvera toujours davantage de signification dans un objet en bois. » En outre, sa solidité lui confère une dimension affective supplémentaire, puisqu'il

pourra se transmettre entre frères et sœurs, et, pourquoi pas, de génération en génération. « Plein d'émotions et d'histoires. » Ceux vendus ici, même s'ils ne sont pas tous fabriqués en France, sont respectueux de l'environnement, conçus dans des bois provenant de forêts écogérées – qui préservent la biodiversité – non traités et teints à l'eau. Telle marque est

*« Je sais que c'est un artisan qui a fabriqué cet objet »*

une entreprise de réinsertion qui emploie des adultes handicapés. La fondation de telle autre finance la construction d'écoles en Chine... Sur les étagères, pas un produit qui ne soit habillé de son label.

C'est un principe dans cette maison, et la raison pour laquelle cette nouvelle cliente vient d'arriver, à la recherche pour son fils d'un camion qui sorte de l'ordinaire : « Les enfants sont particulièrement sensibles à la

qualité, quel que soit leur âge, qu'ils aient 6 ans ou 6 mois. Je ne souhaite pas offrir au mien quelque chose qui n'a pas de sens et qui finirait par s'entasser sur une montagne d'autres présents inutiles. Je veux que mon fils se dise que c'est beau. Qu'il aille naturellement vers cet objet, qu'il se l'approprie », s'enthousiasme la maman, apparemment représentative de la clientèle de Mercurius. « Celui qui arrive pour acheter un jouet en a, en général, une idée très précise en tête. Mais cela ne nous empêche pas de lui faire découvrir ce qu'il n'était pas venu chercher », confirme Virginie Ba. Le lieu pourrait en effet être aisément confondu avec la maison d'un Père Noël responsable et créatif : des blocs de cire d'abeille pour dessiner dès le plus jeune âge, des kits de construction de mobiles ou d'attrape-rêves à plumes, de la laine de mouton cardée à feutrer soi-même... « J'en ai fait des cartables pour mes enfants », lance la commerçante, qui est donc aussi mère de famille et habile



## LA TÊTE D'AMPOULE

# Et si l'on s'offrait DE L'OCCASION ?

**RÉCUP.** La tendance s'installe durablement au pied du sapin : de plus en plus de cadeaux sont de deuxième main. Anthropologue et spécialiste de la consommation, Dominique Desjeux décrit ce phénomène dont les racines sont autant économiques qu'écologiques.

Attention, un cadeau d'occasion ne s'offre pas à la légère. Pour qu'il plaise, plusieurs facteurs doivent absolument être pris en compte. Et en premier lieu sa nature. Cela peut être « un objet chiné, patiné, empreint d'histoire ou d'amour, qui aura plus de valeur que s'il sortait d'un magasin », explique l'anthropologue Dominique Desjeux. Ou bien un produit high-tech (hi-fi, DVD ou jeu vidéo) d'occasion, toujours en tête des reventes, « parce qu'ils ne portent pas une grande charge affective. L'important c'est qu'ils fonctionnent », souligne l'expert. En revanche, ce spécialiste de la consommation conseille d'opter pour du neuf lorsqu'il s'agit d'offrir un vêtement, le dernier Goncourt ou un outil de bricolage... Tout dépend bien sûr aussi du destinataire, le cadeau étant « un indicateur de la distance qui nous sépare de celui qui le reçoit. Selon que celui-ci est un être proche, un membre de la famille ou un collègue de travail, le plaisir sera différent », précise-t-il. En la matière, le risque est donc plus grand de décevoir son conjoint que son voisin. Selon l'enquête 2017 d'OpinionWay pour PriceMinister Rakuten, les 18-34 ans seraient bien plus enclins que les plus de 50 ans à offrir un cadeau de seconde main, « du moment qu'il plaît ». De même que les provinciaux par rapport aux Parisiens : « On observe à la fois un clivage générationnel et géographique. Mais ces indicateurs renvoient surtout à une question de baisse de pouvoir d'achat, qui touche davantage les jeunes, en province, avec des revenus faibles », décrypte Dominique Desjeux, qui étudie le porte-monnaie des Français depuis plus d'un quart de siècle. En 2009, lui et son équipe s'étaient intéressés aux effets de la crise économique, débutée un an plus tôt, sur nos habitudes de consommation : « Nous avons alors constaté le boom du marché des objets d'occasion, avec la multiplication des vide-greniers par exemple. Et les reventes de cadeaux en ligne après Noël devenaient une tendance de fond. C'était tout à fait nouveau. »

À l'époque, la plupart des transactions avaient lieu sur eBay, une plateforme dépassée depuis par Leboncoin. Internet, facilitant la circulation des objets, a largement amplifié « un phénomène profond, qui en dit beaucoup sur notre société » et a changé les mentalités : « Aujourd'hui, il n'y a plus rien de honteux à offrir un cadeau d'occasion », assure Dominique Desjeux, qui y voit même une solution pleine de sens, puisque « cela permet, sans même s'en rendre compte, de pratiquer l'économie circulaire, à l'heure où la raréfaction des ressources doit nous inciter à être plus économes dans nos modes de consommation ». Le professeur émérite à la Sorbonne suggère enfin « d'enchanter ses cadeaux de Noël d'occasion : Il suffit pour cela de mettre en avant sa démarche environnementale plutôt que ses problèmes d'argent », conclut l'anthropologue.

Philippe Salvador ✍

### DOMINIQUE DESJEUX

> Anthropologue, professeur émérite à la Sorbonne – université Paris-Descartes, Dominique Desjeux a publié de nombreux ouvrages, dont le dernier s'intitule "L'empreinte anthropologique du monde", chez Peter Lang.



de ses dix doigts. À tel point qu'elle anime régulièrement des ateliers pour les petits, dont le prochain consistera à fabriquer des étoiles en papier transparent...

Lorsqu'elle et son époux se sont lancés, il y a quatre ans, il n'était question pour eux que de

distribuer en ligne des jouets et du matériel éducatif destinés aux écoles alternatives, hors contrat. Leurs clients étaient des professionnels désireux d'équiper

leur établissement scolaire. Avec l'ouverture de cette boutique toulousaine, en novembre 2017, les gammes et les cibles se sont élargies : « Nous avons considérablement enrichi notre offre et, désormais, tout le monde vient nous voir. Grâce au bouche-à-oreille, nous fournissons même des écoles publiques », se réjouit la jeune femme de 31 ans, originaire d'Alsace. Tout ce qu'elle propose est fait pour grandir dans la douceur et l'harmonie, loin des excès de la société de consommation. « Le fait de posséder peu de jouets leur confère davantage de sens. L'enfant prend conscience de leur importance. Et il peut en détourner leur usage principal pour en faire autre chose. Cela développe l'imaginaire », conclut-elle.

Philippe Salvador ✍

« C'est une affaire de sens. Le toucher, le poids, l'odeur... »

Jt



## LA SOLUTION DE LA SEMAINE

# DES JEUX DE SOCIÉTÉ *made in Toulouse*

On pourrait les croire ringardisés par l'essor des jeux vidéo. Pourtant, les jeux de société figurent encore en bonne place dans le top 10 des cadeaux les plus offerts aux enfants. Ils ont même de plus en plus la côte auprès des adultes.

Toulouse compte plusieurs éditeurs de jeux de société, dont Blue Cocker, fondé par Alain Balay en 2013. « Nous sommes une toute petite structure qui sort à peu près un jeu par an », annonce l'entrepreneur. Dans un secteur en plein boom, difficile de trouver sa place parmi les 1 200 nouveaux produits qui paraissent chaque année. « Cela nous oblige à viser l'excellence et à tout miser sur la qualité », lance Alain Balay, qui compare son métier à celui d'éditeur littéraire : « Je repère des auteurs et choisis les projets que nous allons prendre le temps de développer ensemble. Je n'ai pas de style précis, mon but est de créer des jeux qui procurent des émotions et qui soient acces-



sibles autant aux puristes qu'aux novices. » Son dernier né, "Welcome", dans lequel les joueurs incarnent des architectes dans l'Amérique des années 1950, s'est vendu jusqu'à présent à 50 000 exemplaires. La meilleure performance de la société. Auparavant, il y avait eu "Argh", petit jeu de bluff et de déduction autour de la protection animale, ou "Casting", jeu d'ambiance sur les stéréotypes. Des créations 100 % locales puisque leurs auteurs sont eux aussi Toulousains. Et disponibles dans les nombreuses boutiques spécialisées de la ville. Une excellente occasion d'éviter de faire faire des milliers de kilomètres à ses cadeaux de Noël : « Il y a tout l'écosystème qu'il faut ici pour consommer local. Et c'est tant mieux, car le jeu est avant tout une aventure humaine », conclut Alain Balay.

Nicolas Mathé ✍

**Jt**

## LES MARCHÉS *de dernière minute*

Pour dénicher des cadeaux qui sortent du cadre de la production industrielle, les marchés de créateurs sont des valeurs sûres. **Artisanal et solidaire**, celui des allées Jules-Guesde à Toulouse, s'achève le dimanche 23 décembre. Tandis que la 7<sup>e</sup> édition du **Creative Pink**, dédié aux créateurs de mode toulousains, se tiendra place Saint-Pierre, durant ce dernier week-end précédent Noël. En Haute-Garonne, citons le traditionnel **marché des artisans de Saint-Gaudens**, place du Foirail, également jusqu'au 23 décembre. Ainsi que celui de l'**école maternelle des Eterlous**, à Bagnères-de-Luchon, le samedi 22 décembre.



©Visiondumonde

## DES CADEAUX *solidaires*

Les associations caritatives et les ONG rivalisent d'idées et de moyens pour ceux qui veulent faire un cadeau symbolique, un achat qui contribuera à les soutenir. Par exemple, en offrant une boîte de thé noir, à 25 euros sur [boutique.msf.fr](http://boutique.msf.fr), vous permettrez à 75 personnes d'être vaccinées contre la rougeole. Cosmétique, déco, alimentaire ou loisirs, les catalogues de Noël de l'**Unicef** et d'**Amnesty International** sont parmi les plus épais. Quant au site [label-emmaus.co](http://label-emmaus.co), il est semblable à celui d'un supermarché en ligne. Pour les petits budgets, une boîte de Chocodon fera toujours plaisir, au profit de l'association **Solidarités nouvelles face au chômage**, jusqu'au 31 janvier 2019. Enfin, en passant par l'ONG **Vision du monde**, offrez la possibilité à vos proches de faire un geste pour les plus démunis. De leur part, une moustiquaire (à 12 euros), une chèvre (à 59 euros) ou un vélo (103 euros) iront changer des vies à l'autre bout de la terre.



VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

## C'EST MOI qui l'ai fait !

Il est bien connu que, dans un cadeau, c'est l'intention qui compte. Quel meilleur moyen donc, pour en attester, que de réaliser soi-même ses présents ? Facile à dire pour les MacGyver qui conçoivent un hélicoptère avec trois bouts de bois et deux élastiques. Pour les autres, il existe à Toulouse un espace collaboratif de fabrication, l'Atelier des bricoleurs, créé en 2014 par Laurent Huret. « On a beau avoir le savoir-faire, en milieu urbain, on ne bénéficie pas forcément de la place et du matériel nécessaires pour bricoler. L'idée était de construire un lieu pour réunir tout cela », raconte le fondateur. 450 mètres carré, 12 postes de travail et 250 outils sont ainsi à disposition des particuliers pour façonner le bois ou le métal. « Nous proposons des ateliers à thèmes : fabrication d'un cadre, d'une draisienne, d'une lampe... Mais les gens peuvent aussi venir avec leurs projets pour profiter de l'espace en libre-service et d'une

aide, que ce soit pour le design ou pour la technique », détaille Laurent Huret.

Entraide, partage des savoirs, solutions durables pour le respect de l'environnement, les valeurs défendues toute l'année par l'Atelier des bricoleurs prennent tout leur sens à l'approche de Noël. Dans quelques jours, planches à découper, supports à dinette, meubles à chaussures, lits pour bébé, massues de jonglage et même une guitare, tous confectonnés à l'atelier, trouveront leur place sous un sapin. « Il est possible de réaliser soi-même énormément d'objets, la seule limite est celle de l'imagination. Et en plus des compétences que l'on acquiert ici, fabriquer permet de prendre conscience du prix des choses », souligne Laurent Huret. Si ce dernier observe un véritable engouement pour le Do It Yourself (faites-le vous-même), il concède toutefois que le fait de franchir la porte d'un espace collaboratif n'est pas tout à fait rentré dans les usages : « Nous sommes un peu précurseurs, mais d'ici quelques années, je suis persuadé qu'il y aura plusieurs lieux du même genre à Toulouse. »

Nicolas Mathé ✍



Jt

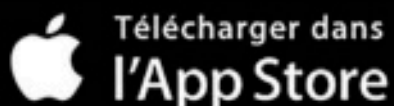


IODINES

Voiture électrique en libre service ou avec voiturier



Sans abonnement - Stationnement libre et gratuit\*



iodines.fr

05 82 08 52 70



\* sur la voirie dans la zone de libre service



## GRAND ANGLE

## Gestion de l'eau : UN VOTE QUI COULE DE SOURCE

**VAGUE.** Par 84 voix contre 36, les conseillers métropolitains ont voté jeudi 13 décembre pour une délégation de service public de l'eau et de l'assainissement. Veolia et Suez se verront confier, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et pendant 12 ans, ces deux marchés estimés à 1 milliard d'euros, hors taxes et redevances. Retour sur une délibération sans surprise, mais animée.

Il ne manquait que deux conseillers métropolitains hier, chaque responsable de groupe ayant battu le rappel pour ce vote décisif. À commencer par celui de la majorité, dont 67 élus sur 68 se sont prononcés en faveur d'une délégation de service public de la gestion de l'eau et de l'assainissement. Seule Dominique Faure a choisi de ne pas s'exprimer. Travaillant pour le cabinet d'audit qui assiste la collectivité sur la question, elle avait été accusée de conflit d'intérêts : « Je suis content que ce sujet ne vienne plus perturber les débats », s'est félicité Pierre Trautmann, vice-président de Toulouse-Métropole en charge des délégations de service public, à quelques minutes du scrutin. L'élu a assuré une nouvelle fois à tous ceux qui s'interrogent sur la solidité du contrat avec Suez et Veolia, que celui-ci « est en béton ». À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et pendant 12 ans, ces deux groupes se verront confier des marchés estimés à 1 milliard d'euros, hors taxes et redevances. La Métropole prenant 70 % des investissements à sa charge, dont 24 millions d'euros par an pour le changement des canalisations. Le tarif unique pour l'utilisateur est fixé à 2,91 euros le mètre cube d'eau. « Le plus bas de



France », a-t-on entendu plusieurs fois encore hier. « N'oubliez pas ce qui se passe dans la rue... Cette baisse de prix correspond à une économie de 120 euros par an en moyenne pour chaque foyer », a enfoncé Pierre Carles, le maire de Blagnac, qui compte parmi les six radicaux de gauche sur huit ayant approuvé le texte. C'est pour cette raison que le maire socialiste de Montrabé Jacques Sébi n'a pas pris part au vote. Son groupe

« Pourquoi une telle urgence pour un contrat de 143 mois ? »

s'est d'ailleurs montré très divisé, 13 autres conseillers roses s'étant abstenus. Ce qui fait dire au président Jean-Luc Moudenc qu'après avoir « érigé l'eau en totem politique, l'unité apparente de la gauche a volé en éclats ».

Parmi les partisans les plus virulents d'une régie publique de l'eau, Claude Raynal, le chef du groupe socialiste, n'a pas manqué de charger la présidence de la Métropole toulousaine : « S'il y a des dogmatiques dans cette salle, ce sont Jean-Luc Moudenc et Pierre Trautmann. » Dans le reste de l'opposition, les communistes, Génération.s et le groupe Métropole citoyenne ont voté, comme un seul homme, contre une exploitation privée. Antoine Maurice, membre du groupe Métropole

citoyenne a proposé une nouvelle fois la mise en place d'un tarif social et progressif, « pour que les premiers mètres cubes d'eau nécessaires à la vie soient gratuits ». Quant à son voisin d'assemblée François Lépineux, il a réclamé un report du vote et un délai de trois mois supplémentaires pour comparer les chiffres : « Pourquoi une telle urgence pour un contrat de 143 mois ? Afin de museler le débat ! », fulmine le maire de Brax, le seul avec celui de l'Union, Marc Péré, à avoir organisé une votation citoyenne sur le sujet. Son groupe dit vouloir poursuivre le combat « sur le terrain politique » et n'exclut pas un éventuel recours juridique pour faire annuler la délibération.

Philippe Salvador ✍

## À LA LOUPE

## Du biogaz MADE IN FRANCE, c'est possible

**ÉNERGIE.** L'entreprise toulousaine Ilek, premier fournisseur d'électricité verte et locale, lance une nouvelle offre à destination des particuliers : du biogaz made in France, et bientôt in Occitanie.



« Le gaz commercialisé par les fournisseurs en France est intégralement importé. Il provient exclusivement d'Europe du Nord, de Russie ou d'Algérie », constate Remy Company, cofondateur de l'entreprise Ilek. À l'inverse, cette société toulousaine s'est positionnée sur ce marché en proposant à ses clients une toute nouvelle offre de gaz naturel, produit en France.

Le biogaz distribué par Ilek est issu d'un procédé de méthanisation. Il s'agit de transformer des déchets agricoles en énergie via un processus de fermentation. « Une économie circulaire qui permet le retraitement des matières organiques tout en garantissant un tarif équivalent au marché fossile », précise Remy Company.

Et si, pour l'instant, Ilek achète son biogaz à un seul producteur indépendant dans la région de Brest, la société est « sur le point de finaliser, courant 2019, des partenariats avec des producteurs d'Occitanie », affirme le dirigeant. Une façon de fournir à ses clients une énergie verte et locale. « Si les Français attendent de la transparence pour les produits alimentaires et cosmétiques, pourquoi ne pas apporter de la traçabilité dans le gaz et l'électricité ? » commente Julien Charodon, le second fondateur d'Ilek.

Investie aujourd'hui dans le marché du biogaz, Ilek est aussi, depuis 2016, le premier fournisseur d'électricité d'origine 100 % renouvelable et 100 % française. L'éolien et l'hydraulique sont les principales sources d'approvisionnement mais les responsables d'Ilek confient travailler auprès de producteurs d'énergie issue du solaire pour alimenter leurs clients courant 2019.

Séverine Sarrat ✍

ET MAINTENANT ?

## Les Toulousains de plus en plus impactés PAR LES AVIONS

**CACOPHONIE.** 1 364 vols en cœur de nuit ont été enregistrés pendant la saison estivale à l'aéroport de Toulouse-Blagnac. Un chiffre en augmentation qui désole les riverains. Pour concilier le trafic et la tranquillité des Toulousains, des solutions existent selon le Collectif contre les nuisances aériennes.

Le chiffre est tombé le 13 décembre dernier. Selon l'observatoire Cœur de nuit, rassemblant les acteurs concernés par l'activité aéroportuaire de Toulouse, le nombre de vols entre minuit et 6 heures du matin a augmenté lors de la saison estivale. Entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 octobre, 1 364 avions ont atterri ou décollé de l'aéroport de Toulouse-Blagnac contre 1 146 vols en 2017. Au grand dam des 100 000 habitants impactés par la gêne sonore. « Avec la canicule, il était impossible de ne pas ouvrir les fenêtres la nuit, les riverains ont passé le pire été depuis plus de dix ans avec des records de bruits ! De plus, les vols entre 22h et minuit ont, eux aussi, considérablement augmenté. C'est précisément le moment où les gens vont se coucher », lance Chantal Beer-Demander, représentante du Collectif contre les nuisances aériennes (CCNAAT).

Depuis la mise en place sur son site d'une plate-forme permettant de signaler un avion gênant, il y a 18 mois, le CCNAAT a enregistré plus de 2 000 plaintes de riverains. « Cet été, sur une seule nuit, entre 22h et 6h du matin, nous avons relevé jusqu'à 28 vols ! Nous avons atteint les limites du supportable pour un aéroport situé sur un territoire aussi urbanisé », poursuit Chantal Beer-Demander. De son côté, la société ATB, exploitante du tunnel, reconnaît que « la tendance est à la



hausse » tout en assurant respecter son « engagement de ne pas dépasser le nombre de vols en cœur de nuit opérés en 2010 ». Elle justifie cette augmentation en évoquant la mise en place d'un nouveau vol vers la Réunion, des vols décalés la nuit en raison de grèves du contrôle aérien de Marseille (de mars à juin) et par la « congestion estivale du trafic dans le sud de l'Europe ».

Réduire le bruit des avions est-il vraiment possible à l'heure où le

« Les riverains ont passé le pire été depuis plus de 10 ans »

trafic de l'aéroport ne cesse de progresser (hausse du nombre de passagers de 1,5 % en novembre) ? Alain de Meslières, le directeur des opérations d'ATB, assure poursuivre son « objectif de maîtriser le trafic dans le cœur de nuit en discutant avec les compagnies lorsqu'elles élaborent leurs programmes de vols ». Pour les associations de riverains, il faut aller plus loin. Le CCNAAT demande la fermeture nocturne de l'aéroport. Un tel couvre-feu est déjà d'actualité à Orly et à Francfort, où, depuis 2012, les vols sont interdits entre 23 h et 5 h du matin. « Les avions construits récemment sont de plus en plus gros et de plus en plus bruyants. On

tente de limiter la consommation de kérosène et la pollution, mais le bruit reste le parent pauvre. Il faut donc restreindre le trafic », explique Chantal Beer-Demander. D'autres solutions pourraient être envisagées, comme l'optimisation de la seconde piste de l'aéroport de Toulouse, plus éloignée de la zone urbanisée et pourtant sous-utilisée. Enfin, certaines techniques de pilotage au décollage et à l'atterrissage pourraient aussi contribuer à la réduction du bruit. « Aujourd'hui, parmi les collectivités territoriales, seul le Conseil départemental se montre vraiment attentif à la question des nuisances. Pour changer les réflexes et faire du bruit une priorité, nous devons inverser le rapport de force », lance Chantal Beer-Demander.

Maylis Jean-Préau ✍

ÇA BOUGE !

## Marchant : EN FINIR AVEC L'HOSPITALISATION longue durée

**CLÉ.** Actuellement, environ 70 patients sont pris en charge pour des soins de longue durée à l'hôpital Marchant. Pour éviter à ces personnes souffrant de handicap psychique de passer trop de temps entre ses murs, l'établissement a ouvert un centre recours en réhabilitation psychosociale.

« Personne ne peut, et donc ne doit, être contraint de construire sa vie à l'hôpital. » C'est pour répondre à ce principe que le centre hospitalier Gérard Marchant, spécialisé en psychiatrie, vient d'ouvrir, le 3 septembre dernier, son nouveau centre recours en réhabilitation psychosociale (C2RPS). « C'est un dispositif qui active et coordonne les moyens de faire aboutir un projet de vie et de soins des patients », explique Emmanuel Gallet, psychiatre et responsable de la structure. Destiné aux malades hospitalisés plus de 290 jours au cours de l'année, ce programme réunit une équipe pluridisciplinaire (médecin, neuropsychologue, infirmière et ergothérapeute) qui réalise une évaluation,

durant un mois, de la pertinence des solutions envisagées. Du logement autonome au foyer de vie médicalisé en passant par l'appartement thérapeutique, l'équipe soignante bénéficie de tout un panel d'alternatives pour permettre aux patients d'être suivis tout en vivant à l'extérieur du centre hospitalier. « Nous les accompagnons pour gérer au mieux les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Troubles de la capacité à interagir avec l'environnement, de la mémoire, de l'organisation, de l'orientation ou de la planification, chaque cas nécessite une prise en charge particulière », précise-t-il. En plus de diminuer la durée moyenne d'hospitalisation, ce dispositif entraînerait la réduction progressive du nombre de lits du centre hospitalier, qui passerait de 94 à 66 d'ici à 2020. Une réflexion est en cours pour développer une structure équivalente à destination des patients suivis en psychiatrie ambulatoire.

Nicolas Belaubre ✍



EN ABRÉGÉ  
**GEORGES MÉRIC**  
*confiant  
 sur l'intégrité  
 du Département*



Opposé à la fusion Département-Métropole, le président du Conseil départemental de Haute-Garonne multiplie les actions pour démontrer l'utilité de sa collectivité. Il estime que la menace s'éloigne et se dit favorable au maintien de la coopération déjà forte avec Toulouse Métropole.

D'abord, le rassemblement de 1 500 élus, maires et acteurs associatifs au 1 boulevard de la Marquette le 24 novembre dernier pour soutenir l'institution. Ensuite, un sondage commandé à CRP Consulting visant à montrer l'attachement des Haut-Garonnais à leur département et leur opposition à une fusion avec la Métropole. Georges Méric s'est lancé dans une véritable campagne de communication pour défendre bec et ongles le rôle de la collectivité qu'il préside. « Oui, le Département existe. La grande majorité des maires sont avec nous. 86 % des personnes interrogées y sont attachées », reconnaît Georges Méric. Pour le président, cette institution est plus que jamais nécessaire alors que le mouvement des Gilets jaunes illustre bien « la fracture entre les cœurs de métropole et les zones périphériques ». Selon lui, ce rôle de solidarité et d'équité territoriale ne pourra pas être assumé par la Métropole. Alors qu'il se murmurait dans les couloirs du Département que la rencontre avec la ministre de la Cohésion des territoires avait entériné le processus de métropolisation, Georges Méric assure au contraire que « la menace importante qui existait le 2 août s'estompe ». « Jacqueline Gourault a dit qu'il fallait du sur-mesure et que notre volonté devait être prise en compte. L'intégrité de la Haute-Garonne est respectée », précise l'élu. Une solution qui lui paraît raisonnable, d'autant que le Conseil départemental a déjà montré son désir de coopération avec Toulouse Métropole à plusieurs reprises : « Et ceci dès décembre 2015 avec l'application de la loi Notre qui incluait le partage des compétences et des accords financiers. Puis l'avis favorable au Plan de déplacements urbains (PDU) en 2016 avec une participation à hauteur de 201 millions d'euros pour les bus Linéo et le métro. Enfin, le 29 juin dernier, nous avons signé un accord de coopération pour les dix ans qui viennent. » Georges Méric demande donc l'application de cet accord mais prévient : « Si l'amputation du département était actée, les trois accords tomberaient. » Et le processus de métropolisation prendrait alors bien plus de temps.

Philippe Salvador ✍

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

**GILETS JAUNES : le PS appelle  
 à une réponse politique urgente**

**DÉMOCRATIE.** « Des annonces publiques frauduleuses », « des alliances pour défendre le libéralisme », « une majorité sourde aux revendications du peuple »... Autant de griefs nourris par le Parti socialiste à l'encontre du gouvernement, jugé arrogant face aux mouvements sociaux.

« Il y aura un avant et un après Gilets jaunes », estime Sébastien Vincini, premier secrétaire fédéral du PS en Haute-Garonne. Selon lui, la colère ambiante pourrait bien se concrétiser par un vote contestataire lors des prochaines élections européennes. « Et si nous ne voulons pas que ce dernier bascule en faveur du populisme et de l'extrémisme, nous devons porter une alternative politique franche », poursuit-il. C'est le message que souhaitait délivrer la fédération départementale du Parti socialiste lors d'une conférence de presse tenue ce lundi.

« Ce que demandent les Français est clair : de la justice fiscale et sociale », lance Sébastien Vincini, qui s'indigne d'une incompréhension totale et d'une rupture consommée entre le gouvernement et la population. « Ils sont complètement perdus », commente Joël Aviragnet, député de Haute-Garonne. « Ils paient leur arrogance. Ils pensaient tout savoir et n'ont écouté personne, et surtout pas l'opposition ». L'élu se rappelle pourtant avoir prévenu d'une tension sociale importante. « Mais ils sont passés outre », regrette-t-il. « Mieux, nous avons fait des propositions, d'abord balayées par la majorité, puis finalement reprises par le gouvernement », observe Claude Raynal, sénateur, énumérant le rehaussement du seuil d'exonération de la CSG, la suppression des taxes sur le carburant, l'augmentation de la prime d'activité... Mais ces signaux, qui semblaient aller dans le sens d'un apaisement social, sont pour l'élu un double langage : « Dans le même temps, le Sénat a voté un allègement de l'Exit tax (destinée à lutter contre l'évasion fiscale, ndlr), malgré l'amendement que j'ai déposé. »

À l'inverse, le PS propose de rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), « ou du moins un impôt sur le patrimoine, peu importe son nom », lance Claude Ray-



nal. Mais aussi d'abandonner la flat tax (prélèvement forfaitaire unique sur les revenus des capitaux mobiliers) et de renoncer au doublement du Crédit impôt compétitivité-emploi (CICE). « Cela permettrait de financer un plan d'urgence, que nous chiffrons à 25 milliards d'euros, et qui seraient mobilisables immédiatement », complète Sébastien Vincini, opposant le délai de six mois finalement annoncé par le gouvernement pour la mise en place des nouvelles mesures.

À plus long terme, les socialistes estiment que c'est un changement de modèle de société que les Français désirent, et assurent travailler en ce sens : « Nous participerons à la fameuse grande concertation nationale mais, de façon plus générale, nous lançons un vaste chantier de réflexion visant à repenser la démocratie locale et institutionnelle », déclare le premier secrétaire fédéral du PS 31. Nul besoin de préciser qu'il devra être achevé avant les élections municipales de 2020.

Séverine Sarrat ✍

*Le maire  
 de Plaisance-du-Touch,  
 LOUIS ESCOULA,  
 démissionne*



Maire de Plaisance-du-Touch depuis 1989, Louis Escoula vient d'annoncer sa démission dans le bulletin municipal de la commune, en raison « d'alertes de santé » qui lui imposent de restreindre ses activités. La décision de celui qui reste conseiller municipal et président de la communauté de communes de la Save au Touch sera effective dans les premiers jours de janvier 2019. Un conseil municipal extraordinaire sera convoqué dans la foulée pour désigner celui ou celle qui occupera la fonction de maire.









